Évaluation de la pauvreté en Égypte en fonction des données sur les ménages

Heba Al-Laithy et Hanaa Kheir al-Din

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ema/1257>
DOI : 10.4000/ema.1257
ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 31 mars 1993
Pagination : 109-144
ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Heba Al-Laithy et Hanaa Kheir al-Din, « Évaluation de la pauvreté en Égypte en fonction des données sur les ménages », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 12-13 | 1993, mis en ligne le 08 juillet 2008, consulté le 07 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ema/1257> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.1257>

Ce document a été généré automatiquement le 7 juillet 2022.

Tous droits réservés

Évaluation de la pauvreté en Égypte en fonction des données sur les ménages

Heba Al-Laithy et Hanaa Kheir al-Din

- 1 L'Égypte a connu à partir de 1974 une décennie de croissance économique accélérée qui, conjointement à une politique sociale efficace visant à promouvoir justice sociale et bien-être, a fait progresser les revenus et le niveau de vie. Toutefois, la seconde moitié des années 80 a été éprouvante pour l'économie égyptienne :
- 2 – la croissance économique réelle a baissé annuellement de 5 % en moyenne au milieu des années 80 ;
- 3 – l'inflation s'est maintenue à un taux oscillant entre 20 et 30 % ;
- 4 – l'accumulation des arriérés a grevé lourdement la balance des paiements malgré les efforts d'ajustement et l'allègement de la dette consenti en 1987 par les membres du Club de Paris et par d'autres créditeurs ;
- 5 – des déficits budgétaires annuels, dépassant 20 % du PIB, ont freiné l'économie et bridé le progrès social ;
- 6 – le chômage, surtout parmi la main-d'œuvre qui arrive sur le marché du travail, a connu une hausse aiguë et les salaires réels ont chuté dans la plupart des secteurs, affectant ainsi le niveau de vie en général et aggravant la pauvreté des groupes les plus démunis.
- 7 Face à ces problèmes, le gouvernement a adopté, dès 1986, un certain nombre de mesures. Celles-ci sont tout d'abord restées partielles et n'ont pu aboutir à une stratégie susceptible d'élever la *productivité*, de *réduire le fardeau* de la dette ou de promouvoir la croissance : la prudence excessive du gouvernement et son souci du bien-être des Égyptiens – tout particulièrement des groupes à faible revenu – ont retardé une réforme globale. Cependant, les difficultés économiques s'étant accusées, le gouvernement a adopté une politique plus dynamique et plus audacieuse qui allait

aboutir à un programme d'ajustement structurel concrétisé par l'accord *stand-by* signé en mai 1991 avec le FMI.

- 8 Il faut espérer que ces mesures contribueront, par leur interaction, à réduire les déficits internes et externes, à encourager l'épargne nationale et promouvoir la productivité pour redonner une impulsion à l'économie, créer des emplois et assurer la stabilité des prix. Plusieurs des mesures du programme d'ajustement structurel visent à réduire les déficits budgétaires, à faire monter sensiblement les prix appliqués par les entreprises publiques, à abaisser les subventions à la consommation, à bloquer les salaires nominaux, de même qu'à assurer la relève des travailleurs employés dans les entreprises du secteur public et à resserrer le budget des services publics... Ces mesures peuvent s'avérer éprouvantes pour une bonne partie de la population, notamment les couches les plus vulnérables.
- 9 Il s'agit, dans cette étude, d'évaluer la nature et les caractéristiques de la pauvreté en Égypte et d'établir une comparaison entre différentes régions, afin de fournir aux responsables des données fiables leur permettant d'identifier les catégories concernées et de prévoir des mesures susceptibles de réduire la pauvreté dans le cadre de l'ajustement structurel. Nous procéderons en trois étapes : après avoir tenté d'identifier les couches pauvres, nous effectuerons une évaluation de la pauvreté par région et de manière prospective, puis nous nous efforcerons de dégager les caractéristiques de la population concernée en ce qui concerne la structure de la consommation, les sources de revenus et les composantes démographiques.

Identifier les couches pauvres

- 10 Quelles sont les catégories pouvant répondre à cette définition ? Qu'entend-on par « pauvreté » ? On peut avoir recours, pour la définir, à plusieurs indicateurs de niveau de vie : la totalité des revenus ou des dépenses du ménage ; les revenus ou les dépenses par tête ; la consommation alimentaire par tête ; la part du budget familial alloué à l'alimentation... ainsi que plusieurs autres indicateurs ne pouvant être réduits à une mesure monétaire unique, tels que l'accès à l'enseignement, la qualité de l'enseignement, la disponibilité en eau potable, les facilités de logement, etc. Etant donné les difficultés que l'on peut rencontrer pour évaluer ces facteurs et calculer les revenus, notamment dans les pays en voie de développement, on retiendra comme indicateurs, tout au long de cette étude, les dépenses totales par tête.
- 11 La plupart des études¹ sur la pauvreté traitent des mérites respectifs des mesures adoptées pour lutter contre la pauvreté. La nature de cette dernière est tributaire de l'époque, du lieu, de la culture. La pauvreté est donc un concept relatif : elle reflète la situation des individus et des ménages dont les revenus ne suffisent pas à leur assurer un niveau minimal de bien-être.

Seuils de pauvreté

- 12 Le « seuil de pauvreté absolue » correspond à un niveau minimal de dépenses ou de revenus déterminé en termes réels dans un temps et un lieu donnés. Il se fonde sur le coût d'un niveau minimal de consommation alimentaire qui assure une ration calorique permettant d'éviter la malnutrition, ainsi que sur le coût d'autres produits primaires non alimentaires mais satisfaisant des besoins fondamentaux. La spécification de ces

biens non alimentaires diffère d'un pays à l'autre : c'est à cet égard que la notion de pauvreté est relative².

- 13 Le calcul du seuil de pauvreté absolue suscite généralement des problèmes empiriques et conceptuels : il est arbitraire et ne tient pas compte de l'évolution de la consommation alimentaire des ménages. Ces considérations ont amené plusieurs analystes à adopter un « seuil de pauvreté relative » fixé par rapport au niveau moyen de dépenses ou de revenus, et donc variable avec celui-ci. On fixe par exemple le seuil de pauvreté aux deux tiers, ou au tiers des revenus moyens par personne. Le « niveau de pauvreté » est alors calculé comme le pourcentage de la population dont les dépenses ou revenus sont en deçà du « seuil de pauvreté ». Toutefois, la pauvreté calculée en fonction de ce critère ne correspond pas au nombre absolu de pauvres ou à leur pourcentage par rapport à l'ensemble de la population, mais à leur répartition en deçà de ce seuil : le nombre de pauvres n'est donc pas un indicateur adéquat de la pauvreté. Enfin, dans un but de comparaison dans le temps, le seuil de pauvreté doit être calculé à prix constants.
- 14 M. Ravallion³ suggère de combiner les concepts de seuils de pauvreté absolue et relative en déterminant des seuils multiples pour comparer les différents niveaux de pauvreté. Lorsque l'on veut comparer la situation à deux dates, on fixe deux seuils de pauvreté : l'un déterminé en fonction des indicateurs de niveau de vie relevés à chacune de ces deux dates, l'autre reflétant les variations intervenues dans l'ensemble des critères de niveau de vie.

Indices de pauvreté

- 15 Outre l'indication du seuil de pauvreté, il faut encore prendre en compte trois éléments fondamentaux :
1. la prévalence de la pauvreté mesurée en fonction du nombre, ou du pourcentage, de la population totale vivant en deçà du seuil de pauvreté ;
 2. l'intensité de la pauvreté mesurant l'écart entre le niveau de revenu des pauvres et le seuil de pauvreté ;
 3. le degré d'inégalité parmi les pauvres, de manière à ce que le transfert de revenus des plus démunis vers ceux qui le sont moins accroisse la pauvreté mesurée, et vice-versa.
- 16 Toute mesure de la pauvreté devrait refléter ces facteurs. Un indice satisfaisant à cet égard a été suggéré par Foster, Gréer et Thorbecke⁴. Il se présente comme suit :

$$P_{\alpha} = \frac{1}{N} \sum_{i=1}^q [(Y_p - Y_i) / Y_p]^{\alpha}$$

- 17 Y_p indique le seuil de pauvreté, Y_j les dépenses ou revenus de la i -ième personne pauvre, N l'effectif total de la population, q le nombre d'individus dont les dépenses ou les revenus sont en dessous du seuil de pauvreté, α étant un paramètre. Cet indice est basé sur la mesure de l'écart entre le seuil de pauvreté et les dépenses ou revenus de la personne pauvre, formulés comme fraction du seuil de pauvreté $(Y_p - Y_j)/Y_p$, le tout élevé à la puissance α puis sommé pour tous les ménages pauvres. L'indice tient compte non seulement de la prévalence et de l'intensité de la pauvreté, mais permet aussi de

refléter le degré d'inégalité parmi les pauvres en faisant varier la valeur du paramètre α .

18 Ainsi, si $\alpha = 0$, l'indice P_α devient

19 $P_0 = q/N$

20 et constitue ainsi un simple indice de décompte de la pauvreté. Il reflète le pourcentage de la population totale vivant en deçà du seuil de pauvreté, c'est-à-dire le pourcentage de pauvres dans la population totale. Cette mesure ne tient pas compte du degré de pauvreté des personnes considérées mais uniquement de leur nombre, et reflète la prévalence de la pauvreté.

21 Avec $\alpha = 1$, le seuil de pauvreté P_α devient :

$$P_1 = \frac{1}{N} \sum_{i=1}^q [(Y_p - Y_i) / Y_p] = l P_0$$

22 où l est le « coefficient d'écart des revenus », c'est-à-dire l'écart entre le revenu moyen des personnes pauvres et le seuil de pauvreté (soit $Y_p - Y$, où $Y = \sum Y_j / q$, c'est-à-dire le revenu moyen des pauvres, exprimé comme fraction du seuil de pauvreté). Par conséquent, P_1 est le produit du coefficient d'écart de revenu par l'indice de prévalence de la pauvreté. P_1 fournit une mesure adéquate de l'intensité de la pauvreté, car il reflète à quelle distance du seuil de pauvreté se trouvent les pauvres. Il peut également être appliqué pour indiquer le montant des revenus devant être transféré aux pauvres pour combler l'écart puis pour éliminer la pauvreté. P_1 est cependant insensible à la répartition des revenus parmi les pauvres, le transfert des revenus entre pauvres ne le modifiant pas. Afin que l'indice reflète cette répartition, il faut surpondérer les ménages les plus démunis, par exemple en fixant $\alpha = 2$.

23 L'indice de pauvreté devient alors⁵ :

$$P_2 = \frac{1}{N} \sum_{i=1}^q [(Y_p - Y_i) / Y_p]^2$$

24 P_2 est donc la moyenne des carrés des écarts proportionnels au seuil de pauvreté. P_2 n'est pas facile à interpréter, comparé à P_0 et P_1 , mais offre l'avantage de refléter le degré d'inégalité pour les pauvres ; autrement dit, plus l'inégalité de répartition entre les pauvres est forte, plus le degré global de pauvreté mesuré par P_2 est élevé. Il faut relever enfin que cette classe d'indices de pauvreté est additive ; celui de la population totale est obtenu par la somme des indices des différents sous-groupes qui la composent.

Mesure du seuil de pauvreté en Égypte

25 Il n'existe en Égypte aucune enquête officielle spécifiquement destinée à évaluer la pauvreté, à analyser les caractéristiques des ménages pauvres ou à mesurer la disparité des revenus. Les seules données détaillées sont fournies par les enquêtes sur les

budgets des ménages et les recensements de la population. À défaut d'une base de données plus appropriée, notre analyse reposera sur les résultats des enquêtes sur les budgets des ménages de 1974-1975 et de 1981-1982, sur les résultats préliminaires de l'enquête sur les revenus et dépenses, effectuée en 1990-1991, et sur le recensement de la population de 1986.

- 26 Certaines évaluations des seuils de pauvreté ont été effectuées en Égypte, chacune limitée par la méthodologie choisie et les données disponibles. K. Korayem⁶ a calculé le seuil de pauvreté en définissant le revenu minimal qui permet à un ménage d'acheter la quantité de produits alimentaires couvrant ses besoins biologiques, et de s'assurer un niveau minimal de biens et de services couvrant ses besoins non matériels. Ses évaluations se fondent sur un mode de répartition des revenus correspondant à l'enquête sur le budget des ménages de 1981-1982. S. Ibrahim⁷ et la Banque mondiale ont également calculé les seuils de pauvreté en Égypte, le premier en se fondant sur l'enquête sur le budget des ménages de 1974-1975, la seconde sur une mise à jour du travail du premier. Les deux évaluations sont inférieures à celles de K. Korayem.
- 27 Notre propre analyse est basée sur l'évaluation de deux seuils de pauvreté relative, un pour les régions rurales et l'autre pour les régions urbaines, ceci pour tenir compte des différences entre villes et campagnes ainsi que de l'autoconsommation dans les zones rurales. Le calcul fixe arbitrairement les seuils aux 2/3 et 1/3 de la dépense moyenne par tête dans chaque région pour les seuils de pauvreté et d'extrême pauvreté respectivement. Les résultats préliminaires de l'enquête sur les revenus et dépenses de 1990/1991 fournissent la répartition des ménages en fonction des dépenses par tête. Le tableau 1 donne la répartition par déciles des ménages rangés selon leur niveau de dépenses par tête. Ainsi, 10 % des ménages de cet échantillon ont un niveau de dépenses par tête inférieur à 477,89 LE dans les régions urbaines et à 394,30 LE dans les régions rurales. 20 % ont des dépenses par tête inférieures à 616,46 LE et à 467,83 LE dans les régions urbaines et rurales respectivement. 50 % ont des dépenses par tête inférieures à 969,77 LE dans les régions urbaines et à 687,70 LE dans les régions rurales, etc.

Tableau 1 : Répartition des ménages (en déciles)

selon leurs dépenses par tête (en LE), 1990/91

n. de ménages (%)	urbains	ruraux
10 %	477,884	394,299
20 %	616,462	467,818
30 %	725,707	538,657
40 %	841,160	610,367
50 %	969,771	687,696
60 %	1.030,101	765,026
70 %	1.241,311	875,845
80 %	1.641,975	1.024,160
90 %	2.286,667	1.310,365

Source : résultats préliminaires de l'enquête sur les revenus et dépenses 1991/91, CAPMAS, 1992

- 28 La dépense annuelle moyenne par tête des ménages est de 1083,84 LE dans les régions urbaines et de 728,80 LE dans les régions rurales. Par conséquent, nos seuils de pauvreté sont évalués à 722,56 LE et 485,87 LE (2/3 de la dépense moyenne par tête) dans les régions urbaines et rurales, et nos seuils d'extrême pauvreté à 361,28 LE et 242,93 LE (1/3 de la moyenne de dépenses par tête). Les ménages vivant en deçà de ces derniers seuils sont considérés comme les plus vulnérables et doivent être les bénéficiaires prioritaires des programmes de réduction de la pauvreté et des aides sociales.
- 29 Il faut noter qu'à des fins de comparaison, les évaluations de seuil de pauvreté effectuées par K. Korayem ont été ajustées au niveau des prix de 1990/91, et ceci selon deux méthodes. La première a consisté à appliquer l'indice officiel global des prix à la consommation au seuil de la pauvreté qu'elle avait calculé, ce qui donne des estimations de 730,07 LE et 475,06 LE par tête, respectivement pour les ménages urbains et les ménages ruraux. La seconde méthode utilisée pour actualiser les estimations de K. Korayem⁸ a consisté à appliquer l'indice officiel des prix à la consommation de chaque composante des trois paniers alimentaires proposés par l'auteur comme devant assurer une ration calorique minimale, ceci afin d'évaluer le coût de ces paniers en 1990/91. D'après l'étude de l'auteur, le coût annuel de ces paniers était à l'époque de 490,99 LE et 333,65 LE par tête pour les régions urbaines et rurales respectivement. L'on a donc d'abord calculé la part des dépenses alimentaires dans les dépenses totales ; pour les tranches de revenus concernées par l'enquête sur les budgets et la consommation des ménages de 1990/91, la totalité des dépenses par tête correspondant à la ration calorique minimale est de 733,32 LE pour les ménages urbains et de 436,90 LE pour les ménages ruraux. Les deux approches aboutissent à une évaluation du seuil de pauvreté plus élevée que la nôtre pour les régions urbaines, et moins élevée pour les régions rurales. Ces contradictions ne dépassent toutefois pas 1,5 % de notre évaluation pour les régions urbaines, et 10,1 % pour les régions rurales.

Évaluation de la pauvreté par région et par période

Évaluation de la pauvreté par région

- 30 Passons maintenant à une analyse détaillée de la pauvreté en fonction des seuils de pauvreté, évalués à 2/3 et 1/3 de la moyenne des dépenses par tête et par région et calculés en fonction des résultats préliminaires de l'enquête sur les revenus et dépenses de 1990-91. La classe P_α d'indices traités dans la section précédente a été calculée par zone urbaine et rurale, par région et par gouvernorat. L'impact des politiques diffère souvent selon les localités. Il faut donc distinguer les ménages ruraux des ménages urbains mais, même au-delà de cette distinction, il faut tenir compte d'un important facteur spatial, ces politiques affectant les marchés et dépendant de l'existence d'infrastructures. Il est par conséquent nécessaire, pour cerner l'impact de la politique régionale sur la pauvreté, de répartir les localités de manière plus fine et de ne pas se contenter d'opposer régions urbaines et régions rurales.

a) Pauvreté dans les régions urbaines

- 31 Les tableaux 2 et 3 fournissent les indices P_α calculés d'après les deux seuils de pauvreté (722,56 LE et 361,28 LE respectivement) pour les différentes régions urbaines. Si l'on part de la ligne « toutes régions urbaines » (tableau 2), il apparaît que P_0 – qui indique l'incidence de la pauvreté – atteint 29,15 % des ménages : ce qui indique que pour 29,15 % des ménages urbains de l'échantillon, les dépenses par tête sont inférieures aux 2/3 de la moyenne de l'ensemble de dépenses dans les régions urbaines ; ces ménages doivent donc être considérés comme pauvres.

Tableau 2 : Indices de pauvreté des régions urbaines d'Égypte (seuil de pauvreté = 722,56 LE)

Régions	Indices de pauvreté			Contribution*			%n. ménages
	P ₀	P ₁	P ₂	P ₀	P ₁	P ₂	
Le Caire	19,53	4,75	1,64	19,12	18,03	17,26	27,97
Giza	25,87	6,84	2,40	9,08	9,56	9,18	10,28
Alexandrie	27,96	7,78	3,16	1,224	13,54	15,10	12,82
Cl de Suez	25,16	6,15	2,03	3,26	3,15	2,86	3,77
Bse -Egypte	32,19	7,56	2,67	30,54	28,40	27,57	27,66
Hte-Egypte	45,49	12,11	4,55	25,49	26,88	27,70	16,33
Ttes régions urbaines**	29,15	7,36	2,68	100	100	100	100

Source : estimations tirées des résultats préliminaires de l'enquête du CAPMAS, op. cit.

* Contribution de chaque région à l'indice de pauvreté = (indice de pauvreté de la région) (% nb. de ménages) / indice national de pauvreté.

** Y compris les gouvernorats frontaliers.

- 32 Sur cette même ligne du tableau 2, nous relevons que l'indice P_i est de 7,36 %. Cette valeur peut être traduite en terme d'écart par rapport au seuil de pauvreté. Autrement dit, si l'on se fixait pour objectif d'élever le niveau de vie des personnes dans les régions urbaines d'Égypte et d'éliminer la pauvreté, il faudrait augmenter la moyenne de leurs dépenses par tête de $0,0736 \text{ LE} \times 722,56 \text{ LE} = 53,18 \text{ LE}$ par an, ce qui équivaut à environ 4,91 % de la moyenne de dépenses par tête des ménages urbains.
- 33 Enfin, l'indice P_2 qui mesure le degré de disparité entre ménages pauvres, atteint 2,68 % dans l'ensemble des régions urbaines.
- 34 Si l'on considère maintenant la structure régionale de la pauvreté dans les régions urbaines, on voit que, quel que soit l'indice appliqué (P_0 , P_1 ou P_2), la Haute-Égypte est la région la plus pauvre. P_0 indique que 45,5 % des ménages de Haute-Égypte de l'échantillon vivent en dessous du seuil de pauvreté. L'indice de pauvreté dans cette région est donc deux fois plus élevé qu'au Caire ($P_0 = 19,5 \%$). Non seulement l'incidence de la pauvreté en Haute-Égypte est la plus forte, mais son intensité est également la plus élevée, comme l'indique l'indice P_1 . Cet indice, dans les régions urbaines de Haute-Égypte, est 2,5 fois plus élevé que celui du Caire et 1,6 fois plus élevé que celui de toutes les régions urbaines. Par ailleurs, la pauvreté dans cette région est plus sévère, comme le montre l'indice P_2 plus élevé ici que dans toutes les autres régions). Autrement dit, la disparité entre pauvres (écart de dépenses entre ménages pauvres) est extrême dans les régions urbaines de Haute-Égypte. La Basse-Égypte et Alexandrie les suivent en ce qui concerne l'étendue globale de la pauvreté telle que la fait apparaître l'indice P_0 . Cependant, la pauvreté est plus forte à Alexandrie qu'en Basse-Égypte. Enfin, l'évaluation des indices P_0 , P_1 et P_2 indique que Le Caire est relativement plus avantagé que les autres régions urbaines, suivi par les régions urbaines du Canal et de Giza.
- 35 Si nous appliquons un test de signification aux différences de pauvreté d'une région à l'autre, mesurées par l'indice P_0 , nous voyons apparaître des différences significatives (à 99 % de degré de confiance) entre la Haute-Égypte et les autres régions urbaines, ainsi qu'entre Le Caire et d'autres régions urbaines (à l'exception des villes du Canal), mais pas de différences significatives entre les autres régions urbaines, à une exception près (cf. tableau A1 de l'annexe - *non reproduit ; ndlr*).
- 36 Le tableau A2 de l'annexe (*non reproduit ; ndlr*) fait apparaître des différences significatives d'intensité de pauvreté, mesurées par P_1 , entre la Haute-Égypte et les autres régions urbaines – sauf Giza et des villes du Canal –, mais des différences insignifiantes entre les autres régions urbaines.
- 37 Enfin, les différences d'intensité de la pauvreté mesurées par P_2 sont, dans la plupart des cas, insignifiantes, à l'exception de celles qui apparaissent entre Le Caire, d'une part, et la Haute-Égypte et Alexandrie d'autre part, ainsi qu'entre la Haute-Égypte et les autres villes de Basse-Égypte (cf. tableau A3 de l'annexe - *non reproduit ; ndlr*). En calculant la contribution de chaque région à la pauvreté urbaine au niveau national (tableau 2), il s'avère que la plus forte revient aux villes de Basse-Égypte, en raison d'un poids démographique relativement élevé et d'une pauvreté elle-même relativement élevée, mesurée par P_0 , P_1 et P_2 ; elles sont suivies par les villes de Haute-Égypte, dont les indices de pauvreté sont relativement plus élevés mais qui comptent une population moins nombreuse, puis par Le Caire.
- 38 En ce qui concerne l'extrême pauvreté, il apparaît que 4,65 % des ménages des régions urbaines en sont frappés. La situation décrite ci-dessus reste valable pour l'extrême

pauvreté en Haute-Égypte (ménages dont les dépenses par tête sont inférieures à 361,28 LE par an). Dans la plupart des régions, le phénomène est important, exception faite du Caire où l'indice de prévalence de l'extrême pauvreté est le moins élevé. Cependant, si l'on considère également les indices P_1 et P_2 , le Caire vient en deuxième place après les régions urbaines de Haute-Égypte (tableau 3). L'incidence de la forte pauvreté est de 8,38 % dans les régions urbaines de Haute-Égypte, mais seulement de 4,07 % au Caire. Les valeurs de P_1 sont respectivement de l'ordre de 2,73 % et de 1,27 % pour la Haute-Égypte et le Caire, et celles de P_2 de 0,97 % et de 0,54 % pour les deux régions, un pourcentage plus élevé que dans toutes les autres régions.

Tableau 3 : Indices d'extrême pauvreté des régions urbaines d'Égypte (seuil de pauvreté = 361,28 LE)

Régions	Indices de pauvreté			Contribution			% nb. ménages
	P0	P1	P2	P0	P1	P2	
Le Caire	4,07	1,27	0,54	24,49	27,70	28,68	27,97
Giza	3,23	0,70	0,24	7,14	5,62	4,63	10,28
Alexandrie	5,56	1,21	0,51	15,31	12,11	12,36	12,82
Cl de Suez	2,52	0,92	0,46	2,04	2,72	3,27	3,77
Bse-Egypte	3,69	1,00	0,40	21,94	21,65	20,90	27,66
Hte-Egypte	8,38	2,73	0,97	29,08	30,20	30,15	16,33
Ttes régions urbaines	4,65	1,28	0,53	100	100	100	100

39 Source : Enquête CAPMAS op. cit.

40 C'est donc la Haute-Égypte, suivie du Caire, qui pèse le plus dans l'extrême pauvreté considérée au niveau national. Autrement dit, la situation des ménages cairotes les plus pauvres est une des plus graves qui soit dans les régions urbaines.

41 En conclusion, la plus importante concentration de ménages pauvres (25 %) et excessivement pauvres (29 %) se trouve en Haute-Égypte (la part des zones urbaines de cette région, par rapport au nombre total de ménages couverts par l'échantillon, est environ de l'ordre de 16 %). Quant au pourcentage des ménages cairotes très pauvres au sein de l'ensemble de cette catégorie de ménages au niveau national, il dépasse la proportion qu'occupent les ménages cairotes dans l'échantillon national. Par conséquent, toute politique tendant à réduire la pauvreté doit tenir compte en particulier de la Haute-Égypte urbaine et de ceux qui vivent en dessous du seuil d'extrême pauvreté au Caire.

b) Pauvreté dans les régions rurales

42 Comme l'indique le tableau 4, la prévalence de la pauvreté est de 20,79 %, ce qui signifie que pour environ 21 % des ménages de l'échantillon, les dépenses par tête sont inférieures à 485,87 LE par an (à savoir 2/3 des dépenses moyennes par tête dans les régions rurales). L'indice d'écart par rapport au seuil de pauvreté P_1 est évalué à 3,91 %.

L'on peut évaluer cet écart à $0,0391 \% \text{ LE} \times 485,87 \text{ LE} = 19 \text{ LE}$ par an et par personne dans les régions rurales, ce qui représente environ 2,61 % de la moyenne des dépenses par tête. L'indice P_2 pour toutes les régions rurales est évalué à 1,23 %. Quel que soit l'indice (P_0 , P_1 ou P_2) appliqué, le classement des différentes régions rurales ne varie pas. La Haute-Égypte est la plus pauvre, suivie par Giza et la Basse-Égypte (Isma'iliyya ne comptant pas de pauvres).

Tableau 4 : Indices de pauvreté des régions rurales d'Égypte (seuil de pauvreté = 485.87 LE)

Régions	Indices de pauvreté			Contribution			% nb. ménages
	P_0	P_1	P_2	P_0	P_1	P_2	
Giza	16,67	2,75	0,71	3,91	3,43	2,79	4,87
Isma'iliyya	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,98
Bse-Egypte	12,83	1,77	0,50	34,04	24,94	23,26	55,15
Hte-Egypte	33,12	7,56	2,50	58,96	71,63	74,95	37,00
Ttes régions rurales*	20,79	3,91	1,23	100	100	100	100

Source : enquête CAPMAS op. cit.

* Y compris les gouvernorats frontaliers.

- 43 Le test de signification appliqué à P_0 révèle que les différences entre zones rurales sont significatives pour toutes les régions, excepté Giza et la Basse-Égypte (tableau A4 de l'annexe - *non reproduit ; ndlr*). Les différences entre les P_1 de Basse-Égypte et des autres régions rurales sont également significatives, mais celles entre les P_2 des diverses régions ne le sont pas, à une seule exception près (tableau A5 et A6 de l'annexe - *non reproduit ; ndlr*).
- 44 Dans l'ensemble de la pauvreté nationale, la part de la Haute-Égypte est la plus grande, suivie de la Basse-Égypte et de Giza, bien que la Basse-Égypte compte un plus grand nombre de ménages dans l'échantillon que Giza et la Haute-Égypte réunies.
- 45 Le tableau 5 montre que l'on compte, dans les régions rurales, 5,04 % de ménages extrêmement pauvres ; il indique également que la plus forte concentration d'extrême pauvreté se trouve en Haute-Égypte (celle-ci contient, selon l'indice P_0 , 60 % des ménages très pauvres).

Tableau 5 : Indices d'extrême pauvreté des régions rurales d'Égypte (seuil de pauvreté = 242,93 LE)

Régions	Indices de pauvreté			Contribution			% nb. ménages
	P ₀	P ₁	P ₂	P ₀	P ₁	P ₂	
Giza	7,64	2,64	1,10	7,38	9,75	9,87	4,87
Isma'iliyya	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,98
Bse-Egypte	2,89	0,90	0,42	31,54	37,53	42,70	55,15
Hte-Egypte	8,14	1,88	0,70	59,73	52,72	47,42	37,00
Ttes régions rurales*	5,04	1,32	0,54	100	100	100	100

Source : Enquête CAPMAS op. cit.

c) Pauvreté par gouvernorat

- 46 L'incidence et l'intensité de la pauvreté, ainsi que son inégalité de répartition, varient considérablement d'un gouvernorat à l'autre. Les tableaux A7 à A10 (voir annexe) montrent comment se répartissent la pauvreté et l'extrême pauvreté respectivement par régions urbaines et rurales dans les divers gouvernorats. Dans tous les gouvernorats de Haute-Égypte (tableau A7), les indices de pauvreté sont au-dessus du niveau national, exception faite de Giza et d'Assouan. Quel que soit l'indice appliqué, le gouvernorat le plus pauvre est celui du Fayoum. L'étendue de la pauvreté y est de l'ordre de 66,67 % ; mesurée en fonction de P₁, elle est près de trois fois plus élevée qu'au niveau national dans les régions urbaines, et environ dix fois plus élevée qu'à Isma'iliyya, où elle est la plus faible de tous les gouvernorats. Le degré de pauvreté urbaine au Fayoum est également le plus élevé de tous les gouvernorats (environ trois fois plus que la moyenne nationale). Le Fayoum contribue à concurrence de 4,05 % à l'indice de pauvreté au niveau national, mesuré par P₀ (5,18 % par P₁ et 6,09 % par P₂), bien qu'il représente seulement 1,78 % des ménages de l'échantillon. Autrement dit, la pauvreté y est particulièrement importante, non seulement eu égard au nombre de pauvres, mais aussi eu égard au degré de leur pauvreté. Sohag et Assiout suivent, où les coefficients P₁ d'écart par rapport au seuil de pauvreté sont les plus élevés parmi les autres gouvernorats. Menoufia vient au quatrième rang des gouvernorats les plus pauvres en fonction des indices P₀ et P₁, et au troisième rang en fonction de P₂. L'incidence de la pauvreté à Menoufia atteint 48,54 % d'après P₀, soit environ 1,7 fois la moyenne nationale. Elle est à l'origine de 4,05 % de la pauvreté nationale mesurée par P₀, de 4,49 % et 4,85 % de la pauvreté nationale mesurée respectivement par P₁ et P₂, tandis que cette province ne représente que 2,45 % de l'échantillon. Les indices de pauvreté de la province d'Isma'iliyya sont les plus faibles ; Damiette et Matrouh suivent, cette dernière en raison de ses activités commerciales avec la Libye.
- 47 L'incidence de la pauvreté au Caire est de 19,52 %, tandis que l'intensité de la pauvreté, mesuré par P₁, n'est que de 4,75%. Mettant l'accent sur les ménages les plus pauvres, l'indice P₂ souligne que la disparité au sein des ménages pauvres atteint 1,66 % au Caire. Parmi les 22 gouvernorats recensés, Le Caire vient au 17e rang sur P₁ et P₂, et au 16e sur

P_1 . Enfin, bien que le Caire forme 27,97 % des ménages de l'échantillon, il ne contribue que pour 19,12 %, 18,03 % et 17,26 % à la pauvreté saisie au niveau national, mesurée respectivement par P_0 , P_1 et P_2 . Alexandrie vient au 13e et au 12e rang des indices P_0 et P_1 , ce qui reflète un pourcentage relativement élevé de ménages pauvres dans cette ville. Les caractéristiques fondamentales révélées par le tableau A7 demeurent pour l'essentiel lorsque l'on considère l'extrême pauvreté. Le tableau A8 (annexe) indique que ce sont les régions rurales du Fayoum, de Sohag et d'Assiout qui en souffrent le plus. Leur contribution à l'extrême pauvreté au niveau national est parmi les plus élevées. Les gouvernorats d'Isma'iliyya et de Matrouh ne comptent pas de ménages urbains très pauvres.

- 48 Au niveau rural (tableaux 9 et 10 de l'annexe), ce sont encore les gouvernorats de Haute-Égypte (sauf Giza et Assouan) qui accusent les plus fortes incidences et intensité de la pauvreté, le Fayoum venant en tête sur P_1 et P_2 , mais Minya tenant la première place sur P_j . S'agissant des populations rurales de Giza, de Qena et d'Assouan, le tourisme et la proximité du Caire (pour Giza) sont à l'origine d'un niveau de vie relativement plus élevé. Il n'y a pas de ménages pauvres dans les régions rurales d'Isma'iliyya, et Damiette a les indices de pauvreté les plus faibles. La répartition de l'extrême pauvreté rurale entre les divers gouvernorats (tableau A10 en annexe) correspond dans une très large mesure à la pauvreté mesurée par le tableau A9.
- 49 Tous les indicateurs soulignent le fait que la pauvreté et l'extrême pauvreté sont concentrées en Haute-Égypte (à l'exception de quelques gouvernorats ayant des activités touristiques intenses). Ceci peut expliquer en partie les graves problèmes sociaux qui se sont récemment posés dans la région.

d) Dépenses par tête et besoins fondamentaux

- 50 Les dépenses par tête, prises comme indice de niveau de vie, ne rendent pas parfaitement compte de la couverture de besoins fondamentaux des personnes en Égypte, certains services de base étant gratuits. Il est possible d'évaluer ces services au moyen de prix fantômes appropriés, mais ceux-ci sont difficiles à évaluer de manière empirique. Il importe donc d'examiner séparément la satisfaction des besoins fondamentaux, et d'essayer de les analyser en corrélation avec le niveau de dépenses par tête.
- 51 L'accès à un enseignement minimal est un des critères importants d'évaluation de la satisfaction des besoins fondamentaux. Malheureusement, les résultats préliminaires de l'enquête sur les revenus et dépenses de 1990/91 ne fournissent pas d'information sur le niveau d'éducation des membres du ménage. Les informations les plus récentes dont nous disposons sont les taux d'analphabétisme par gouvernorat, tirés du recensement de 1986. Le taux d'analphabétisme varie considérablement d'un gouvernorat à l'autre. Dans les régions urbaines des gouvernorats de Haute-Égypte, exception faite de Giza et d'Assouan, les taux d'analphabétisme dépassent la moyenne nationale. Il semble que les indices de pauvreté correspondent exactement aux taux d'analphabétisme. Le taux au Fayoum est le plus élevé, suivi par Sohag (tableau A11 de l'annexe - *non reproduit*; ndlr). Parmi les gouvernorats de la Basse-Égypte, Kafr al-Cheikh et Menoufiya ont les taux d'analphabétisme les plus élevés, et Le Caire le moins élevé, suivi par Isma'iliyya et Port-Saïd.

- 52 L'enseignement a davantage porté ses fruits dans les régions urbaines que dans les régions rurales, où les taux d'analphabétisme s'élèvent à 35,16 % et 61,29 % respectivement. Que l'on considère les populations rurales ou urbaines, les taux d'analphabétisme de la plupart des gouvernorats de Haute-Égypte sont au-dessus de la moyenne nationale, exception faite de Giza et d'Assouan. En Basse-Égypte, Kafr al-Cheikh et Menoufiya sont les seuls gouvernorats dont les taux d'analphabétisme dépassent la moyenne nationale ; ils sont les plus faibles à Damiette.
- 53 Autre dimension de la pauvreté : l'insuffisance des services sanitaires. À. Badran⁹ a examiné, en 1987/88, les dépenses publiques de santé des différents gouvernorats : les plus fortes dépenses par tête dans ce domaine sont celles des gouvernorats « frontaliers » du Sud Sinaï, de la Nouvelle Vallée, de la Mer Rouge, de Matrouh et d'Assouan. Cela s'explique peut-être par leur densité démographique relativement faible. Damiette et la zone du Canal suivent. Les dépenses publiques par tête les plus faibles en matière de santé sont celles de Minya, Sohag, Beheira et Dakahlia. Le Caire et Alexandrie ne sont pas favorisés dans ce domaine.
- 54 Si l'on passe en revue les taux d'analphabétisme et les dépenses publiques de santé, il apparaît que la répartition régionale de la pauvreté, mesurée aux dépenses par tête des membres des ménages, correspond largement à celle de la satisfaction des besoins fondamentaux en matière d'enseignement et de santé.

Évolution de la pauvreté dans le temps (1974/75 -1990/91)

- 55 À l'aide des résultats de l'enquête sur les budgets familiaux de 1974/75 et 1981/82 et des résultats préliminaires de l'enquête sur les revenus et dépenses effectuée en 1990/91, l'on a tenté d'évaluer l'évolution de la pauvreté en Égypte. Le niveau et la structure de la répartition des dépenses par tête ont été pris en considération. Les dépenses par tête au cours des trois périodes ont été évaluées en prix constants de 1981/82, par application de l'indice des prix à la consommation utilisé comme délateur. La moyenne des dépenses par tête en 1990/91 a été de 1.083,84 LE/an dans les régions urbaines et de 728,80 LE dans les régions rurales. En se basant sur les prix de 1981/82, ces chiffres passent à 269,51 LE et 186,36 LE respectivement, tandis que la moyenne des dépenses par tête en 1981/82 était de 277,17 LE et 188,00 LE respectivement, ce qui laisse apparaître une légère détérioration du niveau de vie entre 1981/82 et 1990/91.
- 56 Le niveau de vie des ménages s'est sensiblement amélioré entre 1974/75 et 1981/82. S'il s'est détérioré entre cette dernière date et 1990/91, il est cependant nettement supérieur actuellement à celui de 1974/75. Le tableau A13 en annexe indique la proportion de ménages par déciles, calculés en fonction du niveau de dépenses par tête, en se basant sur les prix de 1981/82. Il semble que les dépenses annuelles par tête des 10 % des ménages urbains les plus pauvres étaient inférieures à 98,39 LE en 1974/75, puis se sont élevées à 133,16 LE en 1981/82 pour chuter à 118,83 LE en 1990/91. Ce schéma a prévalu dans tous les déciles dans les ménages urbains et ruraux.
- 57 Par ailleurs, la structure de la répartition des ménages selon leurs dépenses par tête montre une tendance au resserrement des disparités de revenus entre 1974/75 et 1981/82, puis une légère aggravation de ces disparités entre 1981/1982 et 1990/91, l'inégalité étant aujourd'hui inférieure à ce qu'elle était en 1974/75. Le tableau 6 indique que les dépenses des 20 % des ménages urbains les plus pauvres représentaient 9,81 % de toutes les dépenses des ménages urbains en 1974/75 ; leur part dans les

dépenses totales s'est élevée à 11,85 % en 81/82 pour retomber légèrement en dessous en 90/91 (11,35 %), cependant que les dépenses des 20 % des ménages les plus riches sont passées successivement de 37,41 % à 33,32 % et à 34,12 % des dépenses totales de la population, leur part s'amenuisant sensiblement puis se rélargissant légèrement.

- 58 La structure de la répartition des ménages selon leurs dépenses par tête dans les régions rurales montre également une amélioration de 1974/75 à 1981/82, et une détérioration de 1981/82 à 1990/91, comme l'indique la diminution de la part des 20 % des ménages les plus pauvres dans les dépenses totales de la population rurale, et l'élévation de la part des dépenses des 20 % des ménages les plus riches.

Tableau 6 : part des 20 % des ménages les plus pauvres et les plus riches dans les dépenses totales de la population

Année d'enquête	Urbains		Ruraux	
	Les 20% les + pauvres	Les 20% les plus riches	Les 20% les + pauvres	Les 20% les plus riches
1974/75	9,81	37,41	11,37	32,85
1981/82	11,85	33,32	14,28	26,02
1990/91	11,35	34,12	13,24	29,25

Source : Calculs effectués sur la base des enquêtes sur les budgets des familles de 1974/75 et 1981/82, et l'enquête précédemment citée du CAPMAS.

- 59 Une autre manière d'évaluer la disparité des dépenses est de calculer des coefficients de Gini. Le tableau 7 donne ces coefficients pour la répartition des dépenses par tête des ménages urbains et ruraux. L'inégalité ainsi mesurée au niveau national s'est abaissée de 0,5397 en 1974/75 à 0,4353 en 1981/82, pour remonter à 0,4416 en 1990/91, confirmant ainsi une amélioration suivie d'une légère détérioration au cours de la période examinée. Ce schéma a prévalu dans les régions urbaines et rurales. La disparité des dépenses semble être plus marquée dans les ménages urbains que dans les ménages ruraux.

Tableau 7 : coefficients de Gini par région et au niveau national

Année d'enquête	R. urbaines	R. rurales	N. national
1974/75	0,5187	0,5397	0,5397
1981/82	0,4457	0,4139	0,4353
1990/91	0,4432	0,4339	0,4416

Source : même que tableau 6.

- 60 L'évolution de l'incidence, de l'intensité et des inégalités de pauvreté entre les trois enquêtes a été évaluée à l'aide des indices P_0 , P_1 et P_2 dans les régions rurales et

urbaines. Les résultats figurent au tableau 8. L'incidence de la pauvreté baisse entre 1974/75 et 1981/82 dans les régions urbaines et s'élève ensuite légèrement en 1990/91. Le pourcentage de pauvres baisse, dans les régions urbaines, passant de 36,22 % en 1974/75 à 26,18 % en 1981/82, et se relève ensuite légèrement, atteignant 29,15 %. Les indices P_1 et P_2 suivent la même évolution, ce qui indique que la pauvreté était en baisse, tous critères confondus, entre 1974/75 et 1981/82, mais tend à s'élever en 1990/91.

Tableau 8 : Indices de pauvreté par région à diverses époques de l'enquête

Année d'enquête	R. urbaines			R. rurales		
	P_0	P_1	P_2	P_0	P_1	P_2
1974/75	36,219	9,513	3,666	25,152	5,756	2,107
1981/82	26,182	6,743	2,639	18,661	3,455	0,857
1990/91	29,155	7,361	2,683	20,785	3,908	1,235

Source : même que tableau 6.

- 61 Le graphique (*non reproduit, ndlr*) des distributions cumulées (pourcentages cumulés de la population située au-dessous des différents niveaux de consommation) à chaque enquête montre, aussi bien en région urbaine que rurale, que la courbe en 1981/82 se situe partout au-dessus de celles de 1990/91 et de 1974/75. La courbe en 1990/91 est très proche mais cependant inférieure à celle de 1981/82, tandis que celle de 1974/75 est la moins élevée. La pauvreté était à son apogée en 1974/75 et décline ensuite jusqu'à 1981/82, année du niveau de pauvreté le plus bas (tous critères confondus).
- 62 Par ailleurs, les tests statistiques indiquent que tous les indices de pauvreté étaient significativement plus élevés en 1974/75 qu'en 1981/82 et 1990/91, à un degré de confiance de 99 %. Les tests confirment une incidence accrue de la pauvreté (P_0) entre 1981/82 et 1990/91 dans les régions urbaines comme rurales, mais ne permettent pas d'inférer une différence significative de P_1 et P_2 entre ces deux dates.

Les moyens financiers nécessaires pour combler l'écart de pauvreté

- 63 Appliquant les indices P_1 relatifs à l'écart du seuil de pauvreté, on a procédé à une évaluation préliminaire des moyens financiers nécessaires pour élever la moyenne des dépenses par tête des pauvres jusqu'au niveau du seuil de pauvreté, estimé à 2/3 des dépenses moyennes par tête dans les différentes régions urbaines et rurales. En multipliant ces chiffres par le nombre total d'habitants concernés par région (d'après les estimations de la population du CAPMAS pour 1990/91), on obtient le montant total des fonds nécessaires pour éliminer la pauvreté (tableau 9) : il s'élève à environ 1,9 milliard de LE soit 1,3 milliard pour les régions urbaines et 0,6 milliard pour les régions rurales. Il faudrait ainsi dégager, pour la Haute-Égypte, 756,2 millions de LE, pour la Basse-Égypte 590,3 millions, et pour Le Caire 238,9 millions. Pour ce qui est de l'extrême pauvreté, les fonds nécessaires à son élimination (ce qui amènerait la population concernée au seuil de pauvreté extrême fixé à 1/3 des dépenses moyennes par tête) ne

dépassent pas 213,8 millions LE (111,4 millions de LE pour les régions urbaines et 102,4 millions de LE pour les régions rurales).

Tableau 9 : Moyens financiers pour combler l'écart de pauvreté (par tête et globalement)

Régions	Estimations maximales				Estimations minimales			
	par tête (LE)		total (000 LE)		par tête(LE)		total (000 LE)	
	urb.(1)	rur.(2)	urb.(3)	rur.(4)	urb.(5)	rur.(6)	urb.(7)	rur.(8)
Le Caire	34.30	—	238.934	—	4.58	—	31.904	—
Giza	49.44	13.38	121.622	32.084	2.53	6.41	6.224	11.807
Alexandrie	56.19	—	188.855	—	4.37	—	14.688	—
Cl Suez	44.44	—	50.884	—	3.33	—	3.813	—
Bse-Egypte	54.60	8.59	343.106	147.233	3.62	2.18	22.748	37.365
Hte-Egypte	87.51	36.75	328.250	427.954	8.55	4.57		52.218
Ttes régions urbaines	53.19	—	1.271651	—	4.64	—	32.071	—
Ttes régions rurales	—	18.99	—	607.271	—	3.20	111.448	102390

- 64 En tout état de cause, le montant total des fonds requis pour éliminer la pauvreté et l'extrême pauvreté est inférieur aux fonds visés au titre des subventions et transferts directs inscrits au budget de 1990/91, qui se montaient à 6,2 milliards de LE¹⁰. Il importe donc de prévoir des subventions à l'intention des pauvres par le biais de transferts monétaires directs ou d'une distribution directe des produits de base ; ainsi serait assurée à moindre coût une amélioration immédiate du niveau de vie des groupes cibles.
- 65 Appliquant la même démarche aux indices P_1 calculés pour 1981/82, on constate que les fonds qui étaient alors nécessaires pour éliminer la pauvreté étaient de l'ordre de 241 millions de LE pour les régions urbaines et de 106,7 millions de LE pour les régions rurales, soit un montant total de 347,7 millions de LE largement inférieur aux sommes allouées au titre des subventions inscrites au budget de 1981/82 (2,2 milliards LE)¹¹.

Structure des dépenses et sources de revenus des groupes pauvres

- 66 La seconde partie de cette étude faisait état du degré de pauvreté en Égypte, de sa répartition régionale et son évolution, ainsi que des montants approximatifs nécessaires pour réduire la pauvreté en Égypte par le biais de transferts directs.
- 67 Nous tenterons à présent d'identifier les sources de revenus des pauvres, d'une part, et leur consommation telle que la reflète la structure de leurs dépenses, d'autre part. Nous établirons pour ce faire une distinction entre pauvres et non pauvres et comparerons ces deux groupes à l'ensemble des ménages enquêtés. Comme précédemment, la pauvreté sera définie en fonction de deux seuils distincts, le seuil le plus élevé (722,56 LE et 485,87 LE en ce qui concerne les dépenses par tête des ménages urbains et ruraux,

respectivement) et le seuil le moins élevé, ou seuil d'extrême pauvreté (361,28 LE et 242,93 LE).

Structure des dépenses par groupe de pauvreté

- 68 Les tableaux A15 et A16 de l'annexe (*non reproduits ; ndlr*) montrent deux modes de consommation des ménages urbains par groupe de pauvreté (le tableau A15 présente des pourcentages en colonne et le tableau A16, des pourcentages en ligne). Les *produits alimentaires* constituent le poste principal de dépenses des ménages : toutes catégories confondues, ils représentent 47,58 % des dépenses totales des ménages urbains. Il existe une différence significative entre la part de dépenses alimentaires dans les dépenses totales des ménages pauvres et dans celles des ménages non-pauvres. Les premiers dépensent pour leur nourriture 57,03 % de leur budget, contre seulement 45,46 % pour les seconds. L'impact de l'inflation a donc été plus sévère en Égypte pour les ménages pauvres que pour les autres, le prix des denrées alimentaires ayant augmenté plus fortement que l'indice global des prix à la consommation dans les régions urbaines.
- 69 Selon Besley et Kanbur¹², ce qui importe à différents égards, ce n'est pas le poids d'un poste donné dans un budget, mais la part que les pauvres représentent dans l'ensemble des consommations monétaires. En d'autres termes, les pourcentages en ligne du tableau A16 (*non reproduit ; ndlr*) sont les plus révélateurs. Bien que les ménages urbains comptent 29,48 % de ménages pauvres, les dépenses de ces derniers ne comptent que pour 18,27 % dans la totalité des dépenses de l'ensemble des ménages, tandis que les ménages non-pauvres, qui représentent 70,52 % du nombre total des ménages, dépensent 81,73 % du montant total. La part des dépenses alimentaires des ménages pauvres, dans la totalité des dépenses alimentaires, est de 21,90 %, contre 78,10 % pour les non-pauvres.
- 70 L'*habillement* représente la plus grande part des dépenses consacrées aux frais non-alimentaires dans le budget des ménages urbains non-pauvres, qui réalisent 84,30 % des dépenses totales d'habillement, n'en laissant que 15,70 % aux ménages pauvres. Les dépenses de *logement* représentent la plus grande part des dépenses non-alimentaires dans le budget des ménages pauvres. Ils affectent 9,98 % de leur budget au logement mais leur part dans les dépenses totales de logement n'est que de 21,79 % (les pourcentages respectifs pour les ménages non-pauvres sont de 8,01 % et 78,21 %).
- 71 Les dépenses de *santé* et de *transports* des ménages pauvres représentent 3,66 % et 2,49 % de leurs dépenses, celles des non-pauvres 4,61 % et 6,94 %. Les dépenses des pauvres en matière de santé et de transports représentent respectivement 15,06 % et 7,41 % de la totalité des dépenses au titre de ces deux rubriques. Ces proportions assez faibles s'expliquent en partie par le fait qu'il s'agit ici de services publics hautement subventionnés ou simplement gratuits. Les dépenses d'*enseignement* représentent respectivement 2,69 % et 2,66 % des budgets des ménages pauvres et non-pauvres. La part respective de chaque groupe par rapport à la totalité des dépenses d'enseignement est de 18,44 % et de 81,56 %.
- 72 Le même schéma caractérise le comportement des ménages extrêmement pauvres. La part des dépenses alimentaires dans leur budget est plus élevée que celle des pauvres : elle s'élève à 62,12 % contre 47,38 % pour les autres ménages urbains. Pourtant, leurs dépenses ne représentent que 2,51 % de la totalité des dépenses alimentaires. Bien que les ménages pauvres des régions rurales forment 20,88 % du nombre total des ménages

couverts par l'enquête de 90/91, leurs dépenses ne représentent que 15,22 % des dépenses totales (tableaux A17 et A18 de l'annexe - *non reproduits ; ndlr*). Chez les ménages ruraux pauvres, l'alimentation représente 64,49 % du budget, et chez les ménages non-pauvres, 55,79 %. Ce pourcentage est aussi plus élevé que chez les ménages urbains pauvres et très pauvres, ce qui s'explique comme suit : d'une part, les dépenses par tête sont relativement moins élevées dans les régions rurales ; d'autre part, les prix des denrées alimentaires sont globalement plus élevés à la campagne qu'en ville, dans la mesure où les denrées subventionnées sont largement plus disponibles dans les zones urbaines. En zone rurale, l'alimentation des ménages pauvres ne représente que 17,18 % de ce poste pour l'ensemble des ménages. Les dépenses de logement représentent la plus grande part des frais non-alimentaires des ménages ruraux pauvres et non-pauvres, part qui ne représente elle-même que 15,35 % du montant total alloué au logement. Quant à la part des dépenses en matière de santé et de transport dans les budgets des ménages ruraux pauvres, elle est sensiblement inférieure à celle des ménages urbains pauvres (2,71 % et 1,94 % contre 3,66 % et 2,49 %).

- 73 De même qu'en secteur urbain, le schéma décrit ci-dessus s'applique également aux ménages ruraux très pauvres, qui consacrent à l'alimentation une plus large part de leur budget (69,23 %), part qui représente une fraction des dépenses totales alimentaires encore plus faible que ce n'était le cas pour les urbains très pauvres (2,24 % contre 4,94 %).
- 74 De manière surprenante, les cigarettes constituent un poste de dépenses dont le poids relatif est très élevé dans le budget des ménages pauvres et non pauvres ; toutefois, il est plus élevé dans le budget des premiers que dans celui des seconds, aussi bien dans les régions urbaines que dans les régions rurales (5,13 % et 4,50 % pour les ménages pauvres urbains et ruraux respectivement, contre 3,71 % et 4,26 % pour les ménages non pauvres).

Source de revenus des groupes pauvres

- 75 Procédons à présent à l'analyse des sources de revenus dans l'économie égyptienne, par groupe de pauvreté. Les tableaux A19 et A20 en annexe présentent les sources de revenus par groupes de pauvreté en ayant recours aux seuils de pauvreté les plus élevés et les plus bas pour les ménages urbains. Les salaires sont de toute évidence la source la plus importante de revenus chez les ménages urbains (53,01 % de la totalité de leurs revenus dans l'échantillon). Les revenus d'un emploi indépendant non-agricole (22,35 %, cf. tableau A20) sont la deuxième source ; suivent d'autres revenus représentant 11,96 % de l'ensemble des sources, notamment ceux de quelques activités formelles et informelles.
- 76 En ce qui concerne les sources de revenus des pauvres dans les régions urbaines, leur classement par ordre d'importance est analogue à celui qui prévaut au niveau national bien que leur importance relative diffère, comme l'indique le pourcentage de chaque source de revenus par rapport à la totalité des revenus, par groupe de ménages. Les salaires sont la source principale de revenus – 56,85 % du revenu total des ménages pauvres et 52,08 % de celui des ménages non pauvres. Bien que les premiers représentent 29,48 % du nombre total de ménages de l'échantillon, leurs salaires ne dépassent pas 20,95 % de la totalité des revenus. De même, les revenus d'un emploi

indépendant non agricole forment 20,24 % des revenus des pauvres, mais ne représentent que 17,69 % des revenus de cette catégorie au niveau national. Les revenus agricoles représentent 7,11 % des revenus des ménages pauvres, mais seulement 4,88 % des revenus des non pauvres. Les ménages urbains pauvres perçoivent – essentiellement au titre du fermage – 26,20 % du revenu agricole total. Enfin, si nous passons en revue la part qui revient aux ménages urbains pauvres dans toutes les catégories de revenus, nous pouvons conclure que la cause la plus importante de la disparité de revenus entre pauvres et non pauvres réside dans les autres sources, suivies des revenus tirés d'un emploi indépendant non agricole. Les revenus fonciers et de fermage sont des causes moins importantes de disparité, ce qui souligne l'efficacité des lois visant à contrôler les loyers en vue de neutraliser les avantages de la propriété foncière ou terrienne. Cela se reflète dans la part relativement élevée des ménages pauvres dans le revenu foncier ou agricole.

- 77 Ainsi, un accroissement marginal de 100 LE des revenus agricoles sera réparti entre 26 LE revenant aux ménages pauvres et 74 LE aux non pauvres, tandis qu'un accroissement marginal de 100 LE du revenu total des ménages sera réparti entre 19,5 LE pour les ménages pauvres et 80,5 LE pour les non pauvres. Un accroissement semblable des salaires et des revenus fonciers sera réparti approximativement entre 20 pour les pauvres et 80 pour les non pauvres. Les propriétaires terriens devraient incontestablement retenir l'attention dans tout programme tendant à réduire la pauvreté.
- 78 Le classement par ordre d'importance des sources de revenus des ménages très pauvres est semblable à celui des pauvres. Toutefois, la part des salaires dans les revenus des très pauvres tombe à 49,75 % contre 56,85 % pour les pauvres, et la perspective d'un revenu découlant d'autres ressources est inexistante. Par ailleurs, le pourcentage d'autres catégories de revenus (agricole, non-agricole, foncier et autres) est en hausse, ce qui souligne le fait que quelques propriétaires terriens et fonciers tombent dans la catégorie des ménages très pauvres de l'échantillon. Les revenus agricoles sont la première source de revenus des ménages ruraux (48,94 % pour l'ensemble des ménages, 44,42 % pour les pauvres et 49,79 % pour les non pauvres). Les salaires forment la seconde source : 34,85 % des revenus des ruraux pauvres, 24,89 % de ceux des non pauvres et 26,47 % de l'ensemble (tableau A21 et A22). Les autres sources de revenus, classées par ordre dégressif, sont l'emploi indépendant non-agricole, la propriété foncière et enfin diverses sources (tableau A22).
- 79 Notons que les salaires semblent être équitablement répartis entre les divers ménages ruraux, si l'on en juge à la part des pauvres dans l'ensemble des ménages (20,88 % en 1990/91) et dans l'ensemble des salaires (20,87 %). Cependant, leur part dans l'ensemble des revenus ruraux ne dépasse pas 15,84 % à cause de la répartition inégale des autres sources de revenus.
- 80 La répartition du revenu total en fonction des sources, entre pauvres et non pauvres, peut éclairer sur les moyens de réduire plus efficacement la pauvreté. Ainsi que nous l'avons souligné précédemment, si le montant total des salaires dans les régions rurales était majoré de 100 LE, le revenu du pauvre augmenterait marginalement de 20,86 LE, tandis que si l'on augmentait la totalité des revenus provenant d'autres sources d'un même montant, le revenu du pauvre s'élèverait de 6,09 LE à 14,38 LE selon la catégorie de revenus augmentée.

- 81 Pour les très pauvres, l'importance relative des diverses sources de revenus diffère sensiblement de ce que nous venons de décrire. Contrairement aux autres ménages ruraux, leur source principale de revenus sont les salaires (44,91 %). Viennent ensuite les revenus agricoles (23,93 %) et autres, y compris les revenus d'activités informelles (15,12 %) (tableau A22). L'extrême pauvreté semble être le lot des paysans sans terre, de la main-d'oeuvre rurale occasionnelle et des salariés en général.

Caractéristiques démographiques des couches pauvres

- 82 Le niveau de l'enseignement, l'occupation, l'activité du chef de famille, la dimension du ménage sont les variables les mieux corrélées avec la pauvreté.

Dimension des ménages

- 83 La famille nombreuse caractérise les pauvres. L'enquête sur les revenus et dépenses de 1990/91 révèle des différences significatives dans la dimension moyenne des ménages pauvres et non pauvres. Le tableau 10 indique que la dimension moyenne des ménages pauvres est de 6,49 dans les régions urbaines et de 7,80 dans les régions rurales, tandis que les chiffres correspondants sont de 4,73 et de 6,31 pour les ménages non-pauvres. Au niveau national, la dimension moyenne est 5,25 pour les ménages urbains et 6,65 pour les ménages ruraux. Ces différences entre les dimensions des ménages sont encore plus marquées lorsqu'il s'agit d'extrême pauvreté. Les dimensions moyennes des ménages très pauvres sont de 7,39 et de 8,35 contre 5,18 et 6,63 pour les « autres » groupes urbains et ruraux respectifs.

Tableau 10 : Taille des ménages par groupes de pauvreté et par région (1990/91)

Région	Pauvres	Non pauvres	Toutes catégories	Extrêmement pauvres	Autres
urbaines	6,490	4,725	5,245	7,393	5,175
rurales	7,796	6,312	6,646	8,346	6,631

Source : même que tableau 6.

- 84 L'enquête de 1990/91 ne fournit malheureusement pas d'informations sur la répartition des ménages selon l'occupation, le niveau d'instruction ou l'activité du chef de ménage. Nous avons donc dû recourir aux résultats de l'enquête sur les budgets familiaux de 1991/92. Les seules données disponibles sont les répartitions des ménages selon ces variables et les dépenses du ménage, quelle que soit sa dimension. Les seuils de pauvreté sont ainsi fixés aux 2/3 de la totalité des dépenses moyennes par ménage, à savoir 960,8 LE par an pour les ménages urbains et 726,3 LE pour les ménages ruraux¹³. Les indices de pauvreté calculés sur la base de ces seuils de pauvreté différeront probablement de ceux précédemment calculés.

Occupation des couches pauvres

- 85 L'occupation du chef de famille détermine la capacité du ménage à échapper à la pauvreté. Les ménages dont le chef de famille a une occupation classée comme « indéterminée » ont été éliminés. Ils représentent 0,16 % et 0,17 % des ménages urbains et ruraux de l'échantillon.
- 86 Le tableau A23 fournit les indices de pauvreté urbaine selon l'occupation du chef de famille. Les ménages dont le chef de famille est « inactif » ont les indices de pauvreté les plus élevés. Dans cette catégorie, l'incidence de pauvreté P_0 atteint 46,45 % tandis que l'intensité de la pauvreté, mesurée en fonction de P_1 est de l'ordre de 17,79 % et l'indice P_2 se situe à 9,87 %. La contribution de cette catégorie à l'ensemble de la pauvreté des ménages s'élève à 28,88 %, 39,10 % et 45,90 % si l'on considère respectivement P_0 , P_1 et P_2 , tandis que les ménages dont le chef de famille est classé comme « inactif » ne représentent que 21,08 % des ménages. Nous pouvons donc conclure que selon tous les critères, les ménages dont le chef de famille est « inactif » souffrent de la pauvreté la plus aiguë. Voilà qui ne saurait surprendre, les personnes âgées et les handicapés relevant de cette même catégorie. Par l'incidence de pauvreté mesurée par P_0 , les ouvriers agricoles viennent au deuxième rang et le personnel du secteur des services au troisième ; ce classement s'inverse en considérant P_1 et P_2 . En outre, il semble que la disparité entre les pauvres, mesurée par P_2 , soit plus élevée parmi les travailleurs indépendants qu'elle ne l'est parmi les ouvriers agricoles. La contribution du personnel de service à l'ensemble des indices de pauvreté est plus élevée que celle de ménages agricoles. Cette contribution dépasse la part relative respective des ménages engagés dans ces occupations par rapport à la totalité des ménages qui ont fait l'objet de l'analyse. Enfin, malgré des indices de pauvreté relativement bas, les ouvriers des transports et de la production apportent à la pauvreté globale une contribution relativement élevée (24,20 % en fonction de P_0 , 17,24 selon P_1 et 14,73 selon P_2), qui tient au nombre relativement important des ménages travaillant dans ces secteurs.
- 87 En tout état de cause, un programme efficace tendant à réduire la pauvreté dans les régions urbaines devrait mettre l'accent tout particulièrement sur les ménages dont le chef de famille est « inactif » et sur les ouvriers de la production et des transports. Dans les régions rurales (cf. tableau A24 en annexe), les indices de pauvreté les plus élevés sont ceux des ménages dont le chef de famille est « inactif ». Les indices les plus faibles sont ceux des ménages dont le chef de famille a un emploi « indépendant », y compris les travailleurs non qualifiés et occasionnels dans les régions rurales. Ces deux catégories de ménages représentent un pourcentage de la pauvreté nationale bien supérieur à leurs poids dans la population, ce qui indique clairement leur niveau élevé de pauvreté. Les ménages dont le chef de famille est ouvrier agricole viennent au troisième rang de l'incidence de la pauvreté ; toutefois, il s'agit de la catégorie la plus nombreuse dans l'échantillon (51,76 %) et, partant, elle appelle une plus grande attention.
- 88 En conclusion, dans l'élaboration d'un programme tendant à réduire la pauvreté, l'accent doit être mis sur les ménages dont le chef de famille est soit « inactif », soit travailleur indépendant soit ouvrier agricole.

Activité des pauvres

- 89 Les tableaux A25 et A26 (annexe) fournissent les indices de pauvreté selon l'activité du chef de famille et la région, urbaine ou rurale. Les ménages dont l'activité du chef de famille est indéterminée ont été exclus de l'analyse. Ceux-ci représentent 21,24 % et 17,59 % de tous les ménages urbains et ruraux couverts par le relevé.
- 90 Dans les régions urbaines, les pauvres se recrutent principalement dans les activités non-classées (« autres »), activités marginales qui exigent peu de qualifications. Etant donné le nombre limité de cette catégorie parmi les ménages examinés (3,77 %), elle ne représente qu'un faible pourcentage de la pauvreté globale. Cependant, ce pourcentage s'élève avec le paramètre a , ce qui reflète l'ampleur de la pauvreté de cette catégorie. 40,89 % des ménages engagés dans des activités agricoles vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Le degré de pauvreté s'élève à 4,21 %, mesuré par P_2 . Les ménages engagés dans des activités commerciales viennent au troisième rang quel que soit l'indice de pauvreté appliqué.
- 91 La contribution la plus considérable à la pauvreté globale vient des ménages travaillant dans les secteurs des services, de la manufacture et du commerce, qui représentent 65,82 % du nombre de ménages ayant fait l'objet de l'étude. Il s'agit là des trois activités urbaines les plus justifiables de la lutte contre la pauvreté.
- 92 Dans les régions rurales, 63,77 % des ménages engagés dans des activités non-classées (« autres ») sont pauvres, selon l'indice P_0 . Les indices P_1 et P_2 sont également les plus élevés pour cette catégorie de ménages (respectivement 30,64 et 19,04). Toutefois, la contribution de ces ménages à la pauvreté globale n'est pas la plus élevée, étant donné leur part relativement faible, à savoir 4,16 % des ménages ruraux qui ont fait l'objet de notre analyse. P_0 , P_1 et P_2 s'élèvent respectivement à 12,54 %, 22,51 % et 24,46 %. Les valeurs élevées de a signifient qu'on a accordé davantage de poids aux ménages les plus pauvres de chaque catégorie, ce qui suppose qu'un assez grand nombre de ménages de cette catégorie sont parmi les plus pauvres. L'agriculture est l'activité que les indices de pauvreté placent en second, mais c'est elle qui contribue le plus largement à la pauvreté globale, à la hauteur de 66,64 % pour P_0 , 59,33 % pour P_1 et 55,84 % pour P_2 , à cause de sa prépondérance parmi les ménages ruraux. Une attention particulière doit être accordée aux ménages engagés dans des activités agricoles et non classées, car ils contribuent pour plus de 50 % à la pauvreté rurale globale.

Niveau de l'enseignement des pauvres

- 93 En corrélation étroite avec l'occupation, l'enseignement est une variable importante qui influe sur la pauvreté. Il est également un bon indicateur de la capacité des ménages pauvres à satisfaire leurs besoins fondamentaux.
- 94 Les tableaux A27 et A28 fournissent les indices de pauvreté selon le niveau d'instruction du chef de famille et la région, urbaine ou rurale. De toute évidence, les ménages dont le chef de famille est analphabète ont les indices de pauvreté les plus élevés. Dans cette catégorie de ménages, l'incidence de la pauvreté est de 41,38 % en ville et de 51,15 % à la campagne. L'intensité de la pauvreté mesurée par P_1 est de 15,9 % et 25,23 % respectivement pour les ménages urbains et ruraux. Donnant plus de poids aux ménages les plus pauvres, l'indice P_2 des ménages dont le chef de famille est

analphabète atteint 9,12 %, et 16,98 % respectivement pour les régions urbaines et rurales. La fraction des ménages pauvres qui vient au deuxième rang est celle dont le chef de famille n'a reçu qu'une instruction primaire. Entrent dans cette catégorie 70,35 % et 93,42 % des ménages urbains et ruraux respectivement, mais leur contribution à la pauvreté nationale dépasse ces pourcentages pour atteindre 84,18 % et 96,25 % mesurés par P_0 , 88,59 % et 95,76 % mesurés par P_1 et enfin, 89,40 % et 95,4 % mesurés par P_2 , pour les ménages urbains et ruraux respectivement. Ces chiffres soulignent la gravité de la pauvreté de cette catégorie et la nécessité de la considérer comme prioritaire.

Résumé

- 95 L'objet de cette étude était d'esquisser le profil de la pauvreté en Égypte en fournissant des informations sur la localisation, la structure de la consommation, les sources de revenus, les activités économiques et d'autres caractéristiques pertinentes de la population étudiée. Sur le plan méthodologique, nous avons appliqué les concepts les plus récents pour définir et mesurer la pauvreté. En appliquant ces concepts, nous avons tenu compte du caractère incertain des données. Les résultats auxquels nous sommes parvenus sont présentés comme une première étude des statistiques disponibles. Nous nous sommes essentiellement fondés sur les informations préliminaires fournies par l'enquête sur les revenus et dépenses de 1990/91 et les résultats de l'enquête sur les budgets familiaux de 1981/82.
- 96 Deux seuils de pauvreté ont été fixés, l'un pour les régions urbaines et l'autre pour les régions rurales. L'un des seuils a été fixé à 2/3 des dépenses moyennes par tête pour chaque région, et le second à 1/3. L'application du seuil de pauvreté le plus élevé a donné le profil de pauvreté suivant :
1. le niveau de vie (mesuré en fonction des dépenses par tête) est plus élevé dans les régions urbaines que dans les régions rurales. Toutefois, l'incidence, l'intensité et la gravité de la pauvreté sont relativement moindres dans les secondes que dans les premières, quel que soit l'indice de pauvreté. Plus de 29 % de ménages urbains sont relativement pauvres, contre 21 % de ménages ruraux ;
 2. l'incidence de pauvreté varie considérablement selon la région et le gouvernorat et au sein de chaque région. Elle est maximale en Haute-Égypte (Fayoum, Sohag et Assiout). Cela reflète des différences en matière de productivité agricole et de concentration industrielle, situation aggravée par de faibles niveaux d'instruction et des services de santé insuffisants. Le développement du tourisme constitue un net facteur d'amélioration des niveaux de vie à Giza et à Assouan. Enfin, parmi les gouvernorats de Basse-Égypte, Isma'iliyya et Damiette sont les plus avantagés ;
 3. selon les indicateurs que constituent le niveau d'instruction et la santé, les régions urbaines sont plus avantagées que les régions rurales, et la Basse-Égypte l'est davantage que la Haute-Égypte ;
 4. les pauvres consacrent une plus grande part de leur budget (de 57 % à 64 %) à la nourriture. Cela reflète un plus fort impact de l'ajustement structurel sur cette catégorie, les prix des produits alimentaires ayant augmenté, en 1990/91 et 1991/92, à un rythme dépassant l'indice des prix à la consommation ;
 5. la pauvreté est associée aux salaires dans les régions urbaines et à l'agriculture dans les régions rurales ;

6. les indices de pauvreté sont plus élevés dans les ménages dont le chef de famille est classé « inactif » (les veuves, les personnes âgées, les malades et les handicapés sont particulièrement dépendants des transferts directs de revenus). Dans les régions urbaines, la pauvreté est également associée à l'emploi dans l'agriculture, les services, le secteur gouvernemental, les activités peu qualifiées, marginales ou indépendantes. Dans les régions rurales, les pauvres sont pour la plupart des fermiers non propriétaires, de petits propriétaires terriens et des travailleurs agricoles ;
 7. le niveau d'instruction est inversement proportionnel à la pauvreté. Les ménages qui contribuent le plus au maintien du niveau national de pauvreté sont ceux dont le chef de famille est analphabète ou n'a reçu qu'un enseignement minimal.
- 97 Le classement par ordre d'importance des indices de pauvreté, en ce qui concerne les régions et les autres caractéristiques économiques et démographiques des ménages, paraît solide quant au choix des indices et les seuils de pauvreté ; cependant, l'incidence de l'extrême pauvreté est un peu plus élevée dans les régions rurales que dans les régions urbaines. Bien que l'incidence de la pauvreté se situe au-dessous de la moyenne au Caire et à Alexandrie, une extrême pauvreté existe néanmoins dans ces deux villes, probablement en raison de la migration des régions rurales. Cette observation appelle une étude approfondie.
- 98 En outre, le niveau de vie s'est sensiblement amélioré entre 1974/75 et 1981/82 mais s'est légèrement détérioré en 1990/91. La structure de la répartition des dépenses s'est également améliorée mais s'est ensuite légèrement détériorée au cours de la même période.
- 99 Les fonds nécessaires pour éliminer la pauvreté et l'extrême pauvreté sont de loin inférieurs au fardeau actuel des subventions imputées directement sur le budget de l'État, ce qui incite à prendre des mesures pour réduire la pauvreté.
- 100 Pour finir, le profil préliminaire de la pauvreté esquissé dans cette étude permet d'évaluer dans quelle mesure les structures sectorielles et régionales des changements économiques peuvent avoir un impact sur la pauvreté globale en Égypte. Ce profil indique également que toute politique de réforme améliorant relativement le niveau de vie des salariés, des travailleurs agricoles et des ménages dont le chef de famille est classé « inactif » est en mesure de réduire la pauvreté collective dans le cadre de l'ensemble de l'économie.

Tableau A7 : Indices de pauvreté par gouvernorats urbains en 1990/91 (seuil de pauvreté = 722,56 LE)

Gouvernorat	Indices de pauvreté			Contribution *		
	P0	P1	P2	P0	P1	P2
Le Caire	19.525	4.747	1.656	19.125	18.035	17.263
Alexandrie	27.963	7.776	3.169	12.237	13.544	15.096
Port-Saïd	17.647	3.507	1.089	0.972	0.769	0.655
Suez	44.444	12.182	4.227	1.945	2.122	2.020
Damiette	13.954	2.821	0.819	0.486	0.405	0.312
Dakahlia	17.073	4.215	1.811	2.836	2.787	3.286
Charqia	36.691	6.649	1.849	4.133	2.981	2.274
Qalubia	39.768	8.903	2.942	8.347	7.467	6.432
K. al-Chaykh	32.584	10.263	3.907	2.350	2.946	3.077
Gharbiya	25.424	5.783	2.158	3.647	3.301	3.379
Meroutia	48.544	13.514	5.326	4.052	4.490	4.855
Behira	37.333	8.367	2.743	4.538	4.048	3.641
Ismailia	10.811	2.202	0.556	0.324	0.263	0.182
Giza	23.867	6.842	2.397	9.076	9.556	9.184
Beni-Suef	35.294	7.942	2.694	1.945	1.742	1.621
Fayoum	66.667	21.414	9.181	4.052	5.180	6.093
Minya	33.433	9.939	3.727	3.647	4.071	4.189
Assiout	49.606	15.578	6.447	5.106	6.381	7.245
Sohag	39.167	15.018	5.291	5.754	5.813	5.619
Qena	38.938	7.891	2.417	3.566	2.876	2.417
Aswan	27.586	4.342	1.005	1.297	0.812	0.516
Matruh	14.286	2.782	0.770	0.567	0.440	0.334
Tous zones	29.297	7.361	2.683	100	100	100

Source : résultats préliminaires de l'enquête 1990/91 sur les revenus et dépenses, CAPMAS, 1992.

* Contribution d'un gouvernorat à l'indice national de pauvreté = (indice de pauvreté du gouvernorat) / (% nombre de ménages) / (indice national de pauvreté).

Tableau A8 : Indices de pauvreté par gouvernorats urbains en 1990/91 (seuil de pauvreté = 361,28 LE)

Gouvernorat	Indices de pauvreté			Contribution *		
	P0	P1	P2	P0	P1	P2
Le Caire	4.075	1.267	0.540	24.490	27.699	28.685
Alexandrie	5.556	1.209	0.507	15.306	12.112	12.360
Port-Saïd	2.941	1.296	0.996	1.020	2.142	3.055
Suez	3.794	0.574	0.089	1.020	0.575	0.216
Damiette	2.326	1.096	0.517	0.510	0.875	1.002
Dakahlia	2.439	0.684	0.160	2.551	2.601	1.479
Charqia	1.439	0.420	0.139	1.020	1.084	0.869
Qalubia	3.681	0.595	0.130	5.102	2.856	0.522
K. al-Chaykh	3.371	0.666	0.182	1.531	1.200	0.730
Gharbia	5.370	2.031	0.973	5.102	6.669	7.757
Menufia	4.854	0.750	0.192	2.551	1.434	0.892
Beheira	4.667	1.806	0.983	3.571	3.026	6.653
Ismailia	0.000	0.000	0.000	0.000	0.000	0.000
Giza	3.233	0.700	0.237	7.143	5.625	4.632
Beni-Suef	5.882	2.869	1.354	2.041	3.619	4.154
Fayoum	13.333	5.887	2.985	5.102	8.192	10.099
Minya	5.512	1.429	0.549	3.571	3.367	3.144
Assiout	10.236	1.711	0.532	6.633	4.031	3.049
Sohag	12.500	2.946	0.943	7.653	6.559	5.107
Qena	6.195	1.936	0.865	3.571	4.059	4.408
Aswan	1.724	0.352	0.072	0.510	0.379	0.188
Matruh	0.000	0.000	0.000	0.000	0.000	0.000
Tous zones	4.653	1.280	0.526	100	100	100

Source : résultats préliminaires de l'enquête 1990/91 sur les revenus et dépenses, CAPMAS, 1992.

* Contribution d'un gouvernorat à l'indice national de pauvreté = (indice de pauvreté du gouvernorat) / (% nombre de ménages) / (indice national de pauvreté).

Tableau A9 : Indices de pauvreté par gouvernorats ruraux en 1990/91 (seuil de pauvreté = 464.87 LE)

Gouvernorats	Indices de pauvreté			Contribution *		
	P0	P1	P2	P0	P1	P2
Damiette	1.695	0.310	0.057	0.163	0.158	0.091
Dakahlia	9.667	1.559	0.379	4.723	4.053	3.117
Charqiyya	22.559	4.137	1.283	10.912	10.645	10.533
Qailubiyya	4.138	0.681	0.148	0.977	0.855	0.588
K. al-Chaykh	5.970	0.488	0.071	1.303	0.989	0.260
Gharbiyya	15.812	3.108	0.928	6.026	6.301	5.958
Menufiyya	7.317	1.092	0.257	2.443	1.939	1.442
Beheira	18.039	3.044	0.788	7.492	6.724	5.510
Isma'iliyya	0.000	0.000	0.000	0.000	0.000	0.000
Giza	16.667	2.753	0.706	3.909	3.435	2.787
Beni-Suef	28.829	5.876	1.855	5.212	5.485	5.647
Fayoum	45.378	13.194	4.908	8.795	13.602	16.018
Minya	49.580	10.103	3.172	19.218	21.449	20.705
Assiout	33.702	9.153	3.155	9.935	14.353	15.661
Sohag	36.191	7.483	2.461	12.378	13.614	14.172
Qena	9.714	1.686	0.518	2.769	2.557	2.487
Aswan	6.780	0.786	0.164	0.652	0.402	0.263
Matruh	32.203	4.843	0.953	3.095	2.475	1.542
Ttes zones	20.785	3.908	1.234	100	100	100

Source : résultats préliminaires de l'enquête 1990/91 sur les revenus et dépenses, CAPMAS, 1992.

* Contribution d'un gouvernorat à l'indice national de pauvreté = (indice de pauvreté du gouvernorat) (% nombre de ménages)/(indice national de pauvreté).

Tableau A10 : Indices de pauvreté par gouvernorats ruraux en 1990/91 (seuil de pauvreté = 484.87 LE)

Gouvernorats	Indices de pauvreté			Contribution *		
	P0	P1	P2	P0	P1	P2
Damiette	1.695	0.992	0.581	0.671	1.502	2.132
Dakahlia	0.667	0.124	0.073	1.342	0.957	1.361
Charqia	5.387	1.793	0.963	10.811	13.759	17.921
Qalubia	1.379	0.212	0.060	1.342	0.789	0.542
K. al-Chaykh	0.746	0.145	0.028	0.671	0.498	0.234
Gharbiya	5.128	1.851	0.799	8.054	11.115	11.633
Menoufiya	4.878	1.381	0.666	6.711	7.263	8.494
Beheira	1.177	0.266	0.074	2.013	1.741	1.167
Isma'iliya	0.000	0.000	0.000	0.000	0.000	0.000
Giza	7.639	2.638	1.101	7.383	9.747	9.868
Beni-Suef	9.910	2.574	0.921	7.383	7.332	6.366
Fayoum	13.445	4.233	1.978	10.738	12.926	14.651
Minya	7.143	1.167	0.323	11.409	7.129	4.788
Assiout	8.840	1.731	0.455	10.738	8.037	5.129
Sohag	8.095	1.568	0.547	11.409	8.451	7.144
Qena	5.714	1.727	0.787	6.711	7.754	8.575
Aswan	3.390	0.533	0.119	1.342	0.807	0.435
Matruh	3.390	1.396	0.655	1.342	2.114	2.407
Tous zones	5.044	1.319	0.544	100	100	100

Source : résultats préliminaires de l'enquête 1990/91 sur les revenus et dépenses, CAPMAS, 1992.

* Contribution d'un gouvernorat à l'indice national de pauvreté = (indice de pauvreté du gouvernorat) (% nombre de ménages)/(indice national de pauvreté).

Tableau A12 : Dépenses de santé totales et courantes par tête et par gouvernorat (1987/88)

Gouvernorat	Dépenses totales par tête	Dépenses courantes par tête
Le Caire	7.20	1.62
Alexandrie	9.82	1.31
Port-Saïd	19.06	3.66
Suez	14.36	2.75
Damiette	39.22	7.05
Dakkiyya	6.95	0.91
Charqiyya	7.65	0.88
Qaliubiyya	7.68	1.65
K. al-Chaykh	7.20	1.20
Gharbiyya	9.07	1.52
Menufiyya	8.29	1.18
Beheira	6.97	0.90
Isma'iliyya	13.90	2.44
Giza	8.7	1.99
Beni-Suef	11.15	1.60
Fayoum	8.07	1.24
Minya	6.43	1.15
Assiout	8.46	1.13
Sohag	6.86	0.95
Qena	7.71	1.38
Aswan	15.50	3.13
Matruh	21.88	4.22
Nord Sinaï	23.64	4.22
Sud Sinaï	89.83	13.80
Mer Rouge	33.94	6.14
Nouvelle Vallée	35.77	6.96

Source : Badran A., « Structural adjustments in health sector to protect vulnerable groups ». The Third World Forum and UNICEF.

Tableau A13 : Dépenses proportionnelles des ménages par tête, en déciles (prix de 1981/92)

nombre de ménages %	Urbains			Ruraux		
	74/75	81/82	90/91	74/75	81/82	90/91
10%	98,37	133,16	118,83	76,25	108,71	100,83
20%	122,03	163,80	153,29	92,74	130,89	119,63
30%	144,58	191,46	180,45	106,30	148,54	137,74
40%	168,54	221,10	209,16	120,18	165,67	156,08
50%	195,71	251,70	241,14	135,60	184,46	175,85
60%	227,02	288,51	256,15	154,75	207,71	194,86
70%	286,56	340,98	308,67	177,26	237,83	223,96
80%	352,41	421,78	408,13	209,96	280,11	261,89
90%	506,49	587,83	568,60	288,93	357,91	335,08

Source : enquête 1974/75 sur le budget des familles et l'enquête 1981/82 sur les revenus et dépenses, CAPMAS

Tableau A19 : Origine des revenus des ménages urbains par groupes de pauvreté (1990/91)

Groupes	Salaires	1 (a)	1 (b)	Revenus immob.	Actifs	Autres	Total	nb. ménages
Pauvres	20.949	26.205	17.693	20.487	2.371	15.83	19.534	29.5
Non pauvres	79.051	73.795	82.307	79.513	97.629	84.17	80.466	70.5
Ttes catég.	100	100	100	100	100	100	100	100
Très pauvr.	2.103	3.346	2.462	3.048	0.002	1.90	2.241	4.5
Autres	97.897	69.654	97.538	96.952	99.998	98.10	97.759	95.5

Tableau A20 : Source de revenus des ménages urbains par groupes de pauvreté (1990/91)

Groupes	Salaires	1 (a)	1 (b)	Revenus immob.	Actifs	Autres	Total
Pauvres	56.853	7.142	20.245	5.854	0.215	9.692	100
Non pauvres	52.081	4.883	22.864	5.516	2.147	12.510	100
Ttes catég.	53.013	5.324	22.352	5.582	1.769	11.960	100
Très pauvr.	49.753	7.949	24.555	7.591	0.002	10.150	100
Autres	53.065	5.283	22.317	5.550	1.797	11.988	100

Tableau A21 : Origine des revenus des ménages ruraux par groupes de pauvreté (1990/91)

Groupes	Salaires	1 (a)	1 (b)	Revenus immob.	Actifs	Autres	Total	nb. ménages
Pauvres	20.857	14.376	13.158	13.370	6.094	14.30	15.838	20.9
Non pauvres	79.143	85.624	86.842	86.630	93.906	85.70	84.162	79.1
Ttes catég.	100	100	100	100	100	100	100	100
Très pauvr.	3.316	0.956	1.763	1.588	0.000	5.155	1.954	4.9
Autres	96.684	99.044	98.237	98.412	100	94.85	98.046	95.1

Table A22 : Source de revenus des ménages ruraux par groupes de pauvreté (1990/91)

Groupes	Salaires	1 (a)	1 (b)	Revenus immob.	Actifs.	Autres	Total
Pauvres	34.853	44.419	10.076	5.301	0.177	5.173	100
Non pauvres	24.887	49.785	12.515	6.464	0.514	5.835	100
Ttes catég.	26.465	48.935	12.129	6.280	0.461	5.730	100
Très pauvres	44.907	23.932	10.941	5.104	0.000	15.117	100
Autres	26.401	49.023	12.133	6.284	0.463	5.697	100

Source : Résultats préliminaires de l'enquête sur les revenus et dépenses 1990/91, CAPMAS, 1992.

1 (a) revenus du travail non salarié agricole.

1 (b) revenus du travail non salarié non agricole.

Tableau A23 : Indices de pauvreté des ménages urbains (par occupation) en 1981/82 (seuil de pauvreté = 960.845 LE par ménage)

Occupation	Indices de pauvreté			Contribution			nb. ménages
	P0	P1	P2	P0	P1	P2	
Indépendants	23.38	8.03	4.50	8.35	10.14	12.03	12.111
Administr.	6.38	1.01	0.05	0.58	0.32	0.03	3.082
Employés	24.32	3.79	1.29	6.03	3.32	2.40	8.405
Commerce	31.01	8.38	2.47	8.48	8.10	5.05	9.269
Services	42.38	11.68	5.23	12.99	12.65	11.99	10.395
Travailleurs agricoles	43.01	10.57	4.30	10.51	9.13	7.85	8.285
Travailleurs de l'industrie	29.99	6.05	2.44	24.20	12.24	14.73	27.369
Non actifs	46.45	17.79	9.87	28.88	39.10	45.91	21.084
Total	33.86	9.58	4.53	100	100	100	100

Tableau A24 : Indices de pauvreté des ménages ruraux (par occupation) en 1981/82, (seuil de pauvreté = 960,845 par ménage)

Occupation	Indices de pauvreté			Contribution			nb. de ménages (%)
	P0	P1	P2	P0	P1	P2	
Indépendants	41.22	18.64	12.07	9.23	12.71	16.13	6.187
Administr.	2.50	0.26	0.03	0.04	0.01	0.003	0.488
Employés	10.43	2.03	0.80	0.75	0.44	0.35	1.987
Commerce	16.81	4.51	1.96	2.65	2.17	1.84	4.352
Services	21.54	5.57	2.50	5.30	4.18	3.68	6.802
Travailleurs agricoles	22.42	5.39	2.10	42.03	30.77	23.51	51.762
Travailleurs de l'industrie	16.00	4.03	1.62	6.36	4.88	3.84	10.972
Non actifs	53.21	23.27	13.44	33.64	44.83	50.67	17.457
Total	27.61	9.06	4.63	100	100	100	100

Source : enquête 1981/82 sur le budget des familles, CAPMAS, 1992.

Tableau A25: Indices de pauvreté des ménages urbains par activité en 1981/82, (seuil de pauvreté = 960345 LE par ménage)

Activité	Indices de pauvreté			Contribution			nb. ménages
	P0	P1	P2	P0	P1	P2	
Agriculture	40.90	10.08	4.21	14.89	15.13	14.23	11.110
Ind. minière	4.17	0.48	0.06	0.05	0.02	0.01	0.332
Industrie	30.50	6.14	2.27	21.18	17.60	14.65	21.208
Electricité	25.00	4.35	1.28	0.93	0.67	0.44	1.136
Construction	25.71	4.41	1.37	5.31	3.75	2.63	6.303
Commerce	30.51	6.00	3.71	15.88	17.19	17.98	15.889
Transports	23.95	4.70	2.08	7.49	6.07	6.04	9.554
Finances	12.50	2.53	0.73	0.82	0.66	0.44	1.995
Services	28.51	6.82	3.13	26.81	26.46	27.34	28.716
Autres	54.04	24.41	14.16	6.67	12.43	16.24	3.768
Total	30.54	7.40	3.28	100	100	100	100

Source : enquête sur les budgets des familles 1981/82, CAPMAS, 1992.

Tableau A26: Indices de pauvreté des ménages ruraux par activité en 1981/82, (seuil de pauvreté = 960845 LE par ménage)

Activité	Indices de pauvreté			Contribution			nb. ménages
	P0	P1	P2	P0	P1	P2	
Agriculture	22.31	5.32	2.86	66.64	57.33	55.84	63.231
Ind. minière	9.09	4.71	2.44	0.07	0.14	0.12	0.162
Industrie	16.92	4.59	1.82	6.21	6.29	4.36	7.767
Electricité	5.26	1.28	0.31	0.07	0.06	0.03	0.281
Construction	11.11	2.70	1.24	1.44	1.31	1.06	2.747
Commerce	17.27	4.64	2.05	5.30	5.32	4.11	6.497
Transports	14.10	4.79	2.78	1.54	1.95	1.97	2.304
Finances	5.56	0.58	0.06	0.14	0.06	0.01	0.532
Services	19.06	4.88	2.12	11.09	10.60	8.04	12.315
Autres	63.77	30.64	19.04	12.55	22.51	24.48	4.164
Total	21.16	5.67	3.24	100	100	100	100

Source : enquête sur les budgets des familles 1981/82, CAPMAS, 1992.

Tableau A27: Indices de pauvreté des ménages urbains par niveau d'éducation en 1981/82

Niveau d'éducation	Indices de pauvreté			Contribution			nb. ménages
	P0	P1	P2	P0	P1	P2	
Analphabète	41.38	15.90	9.12	0.92	1.23	1.37	0.640
Enseignement primaire	40.61	12.02	5.98	84.13	88.59	89.40	70.351
Enseignement secondaire	22.75	4.25	1.76	11.70	7.71	6.55	17.460
Enseignement universitaire	15.24	4.34	2.22	1.03	1.03	1.08	2.292
Enseignement post-univers.	8.22	1.67	1.01	2.22	1.59	1.96	9.155
Total	33.96	9.62	4.71	100	100	100	100

Source : enquête sur les budgets des familles 1981/82, CAPMAS, 1992.

Tableau A28 : Indices de pauvreté des ménages ruraux par niveau d'éducation en 1981/82. Source : enquête sur les budgets des familles 1981/82, CAPMAS, 1992.

Niveau d'éducation	Indices de pauvreté			Contribution			nb. ménages
	P0	P1	P2	P0	P1	P2	
Analphabète	51.15	25.23	16.98	1.18	1.87	2.12	0.572
Enseignement primaire	28.70	9.29	4.66	96.26	95.76	95.40	93.416
Enseignement secondaire	15.38	4.14	1.89	2.47	2.02	1.83	4.430
Enseignement universitaire	6.07	1.62	0.44	0.22	0.16	0.09	0.913
Enseignement post-univers.	7.27	2.52	1.17	0.18	0.19	0.17	0.669
Total	27.63	9.06	4.57	100	100	100	100

NOTES

1. ATKINSON A.B., « On the measurement of poverty », *Econometrica*, 55, 1987.
2. SEN A.K., *The standard of living*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987.
3. RAVALLION M., « Poverty comparisons - A guide to concepts and methods », *LSMS Working paper n° 88*, World Bank, Washington D.C., 1992, p. 35.
4. FOSTER J., GREER J. et THORBECKE, « A class of decomposable poverty measures », *Econometrica*, vol. 52, 1984, p. 761-765.

5. KANBUR R., « The implication of adjustment programs for poverty : conceptual issues and analytical framework » . Paper presented to IMF, 1988.
 6. KORAYEM K., « The impact of economic adjustment policies on the vulnerable families and children in Egypt », The Third world Forum and UNICEF, 1987.
 7. IBRAHIM S., « Social mobility and income distribution in Egypt », 1952-1977. 'Abd al-Khalik G. and Tignor R. eds, *The political-economy of income distribution in Egypt*, Holmes and Meier publishers, London, 1982.
 8. Cf. KORAYEM, op. cit., p. 127-129.
 9. BADRAN A., « Structural adjustments in health sector to protect vulnerable groups ». The Third World Forum and UNICEF, 1989.
 10. Prévisions du FMI, République arabe d'Égypte, Staff Report for 1992 Article IV Consultations, p. 6, août 1992.
 11. ARE current economic situation and medium term prospects, World Bank Report, Egypt Division, EMENA Region, mars 1985, tableau 5.1 de l'annexe statistique.
 12. BESLEY T.J., KANBUR R., « Food subsidies and poverty alleviation », *Economic Journal*, 1988.
 13. Il faut relever que K. KORAYEM a évalué, en 1987, les seuils de pauvreté pour l'année 1981/82 à 944,0 LE et 704,0 LE pour les ménages urbains et ruraux respectivement.
-

INDEX

Mots-clés : économie, pauvreté

AUTEURS

HEBA AL-LAITHY

Université du Caire

HANAA KHEIR AL-DIN

Université du Caire